

PROGRAMMATION RAPPROCHÉE ET CONCOMITANTE DES PROCÈS DE CORRUPTION

Veut-on «liquider» les affaires ?

C'est à une «cascade» de procès liés tous aux plus grands scandales de corruption et financiers, que le pays a eu à enregistrer ces dernières années, que l'opinion publique nationale est invitée dans quelques jours.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et c'est le dossier de l'autoroute Est-Ouest, ce fameux projet du siècle, qui ouvrira le bal puisque programmé par le tribunal criminel d'Alger pour le 19 avril prochain.

Lui succédera le 4 mai prochain, au tribunal criminel près la cour de Blida, le procès de l'affaire El Khalifa Bank.

Ceci avant que le procès Sonatrach 1 n'intervienne le 7 juin prochain au tribunal criminel d'Alger.

Cette «concomitance» n'a pas manqué de susciter bien de «lectures» et d'interprétations. Comme la classe politique, divisée selon que l'on est de l'opposition ou du cercle présidentiel, la corporation des avocats apprécie tout aussi distinctement ce traitement en «gros» de dossiers qui constituent un «carburant», de plus, pour l'opposition et une plaie difficile à cicatriser pour le pouvoir en place.

«Il n'y a pas le feu, pourtant»

C'est ainsi que, pour M^e Khaled Bourayou, on aurait pu opter pour un planning «aéré et espacé» d'autant plus que, expliquera-t-il, «il n'y a pas le feu». «Je ne comprends pas comment l'affaire Khalifa a été programmée deux ans après son report. Il y a comme une volonté de liquider ces affaires qui apparemment gênent», ajoutera-t-il.

Et quid du sort des accusés dans ces affaires dont certains croupissent en prison depuis des années ? «C'est un faux argu-

ment», répliquera M^e Bourayou pour qui, le problème de détention provisoire se pose avec acuité fort à-propos. Et d'estimer que les accusés ne demandent qu'un procès «juste et équitable».

M^e Bourayou reviendra sur le renvoi du procès Sonatrach I à la prochaine session criminelle. Un report, précisera-t-il, qui «n'a pas été soutenu par l'ensemble des avocats de la défense».

Ce report est justifié, selon lui, par l'absence d'un tiers des témoins appelés à la barre : «Un procès aussi important et aussi déterminant ne peut se faire en l'absence de 39 témoins. Cela influencerait négativement le déroulement d'un procès équitable et régulier.»

Un souci d'espace que M^e Salah Dabouz, président d'une aile de la LADDH fait sien. «Il aurait été préférable que lesdits procès soient espacés car ce ne sont pas de simples procès.

Ce n'est pas seulement une affaire de justice mais aussi celle de la société civile qui a le droit de suivre le mieux possible les tenants et les aboutissants de ces affaires», dira-t-il.

Pour sa part, M^e Mokrane Aït-Larbi partage avec M^e Bourayou le sentiment que le pouvoir veut se «débarrasser» de ces affaires, et ce, avant le «projet de révision de la Constitution».

Ceci même si, expliquera-t-il, «les affaires sont enrôlées à la demande de la défense surtout que certains accusés sont détenus depuis cinq ans voire plus. Un impératif purement procédural». Et à M^e Aït-Larbi d'exprimer égale-



Le palais de justice a abrité une série de procès.

ment le souhait que le procès soit «relativement équitable».

«En finir avec ces simulacres de procès»

M^e Fetta Sadat, voit, quant à elle, de la «précipitation» dans la programmation de ces procès qui sonne, selon elle, comme une manière de la justice de «redorer son blason».

Surtout, poursuivra-t-elle, après «les attaques proférées contre le système actuel concernant le règlement des gros dossiers de la corruption et aux scandales financiers qui ont défrayé et défraient la chronique».

Mais le débat est «ailleurs», dira-t-elle, s'interrogeant si la justice fera éclater la vérité et sanctionner tous les auteurs, quelle que soit la situation dans la hiérar-

certain niveau». Car la bonne gouvernance et l'Etat de droit commandent que les auteurs, quels qu'ils soient, soient poursuivis et condamnés». Ceci avant que M^e Sadat ne lâche, qu'il faut bien en finir avec ces «simulacres de procès».

«Il faut vider ces procès»

Quant à M^e Farouk Ksentini, il se félicitera de cette programmation. Car, selon lui, «c'est un procès qu'il faut vider. Je pense qu'il est temps que la justice en finisse avec ces dossiers».

Et de s'inscrire en faux contre les «velléités» de «liquider» ces affaires prêtées au pouvoir.

«Moi, je ne fais pas de mauvais procès à la justice. On a trop spéculé sur le retard accusé dans leur programmation, et maintenant qu'ils sont au menu, on spéculé encore», se défendra-t-il.

Et d'exprimer, lui aussi, son souhait que «l'on aboutisse à un jugement équitable, correct et des décisions justes et cohérentes».

M. K.

PROCÈS DE L'AFFAIRE CNAN 2

Renvoyé au 29 avril prochain

Pour la troisième fois consécutive, le procès de l'affaire Cnan a été reporté à une date ultérieure. La décision a été prise par le président du tribunal correctionnel suite à la demande formulée par la défense d'un des mis en cause.

En effet, l'un des prévenus a été pris d'un malaise à quelques minutes du début du procès, ce qui a amené le président du tribunal à renvoyer le procès à une date ultérieure. Pour rappel, dans l'affaire de Cnan 2, une vingtaine de personnes sont poursuivies pour plusieurs chefs d'inculpation dont la «mauvaise gestion et la dilapidation de biens publics».

A. B.

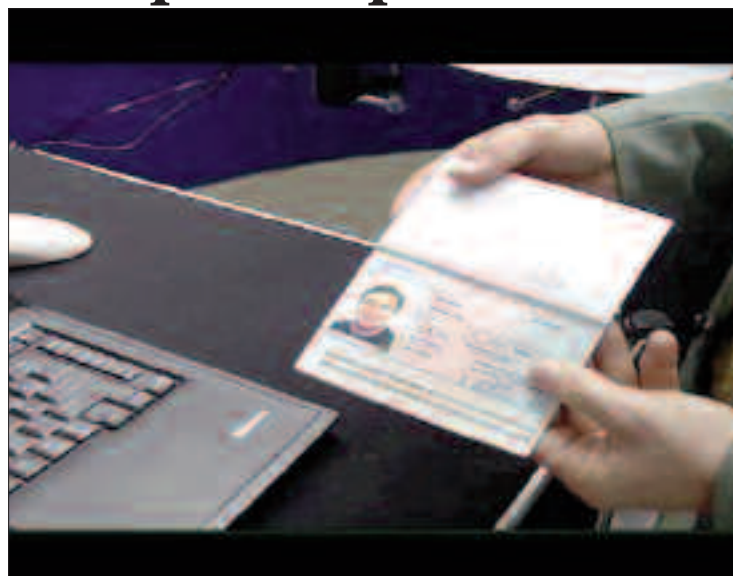
LE CITOYEN POURRA DÉSORMAIS SUIVRE L'ACHEMINEMENT DE SON DOSSIER

Lancement, aujourd'hui, d'un site internet pour le passeport biométrique

Un site internet qui permettra aux citoyens demandeurs de passeports biométriques de suivre en temps réel l'acheminement de leurs dossiers, sera lancé aujourd'hui, par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Selon le directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, un site internet dédié au passeport biométrique sera lancé aujourd'hui jeudi.

Mohamed Talbi, qui était l'invité du forum DK News, a fait savoir qu'une campagne d'information sera lancée parallèlement pour expliquer aux citoyens demandeurs de passeports biométriques comment utiliser le site web en question pour suivre l'acheminement



25 000 passeports biométriques sont confectionnés par jour.

ment de leur dossier. S'agissant des ressortissants algériens vivant à l'étranger, Mohamed Talbi a expliqué que le site internet est doté d'une option qui permettra

aux différents consuls algériens en poste à l'étranger de suivre aussi la procédure à distance. «Il arrive que des dossiers qui nous parviennent de nos consulats

soient incomplets ou comportent quelques erreurs. Après quoi, la procédure est carrément refaite à zéro et cela nous fait perdre beaucoup de temps. Mais avec ce site et surtout cette option, les consuls peuvent s'enquérir à temps des défaillances qui peuvent être enregistrées dans le traitement de certains dossiers, et y remédier sur le coup», a-t-il expliqué.

Toujours sur le même chapitre, le directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, a indiqué que très bientôt les délais de délivrance des passeports biométriques seront ramenés à une semaine ou tout au plus 10 jours. Il a rappelé à cet effet que les retards accusés par le service biométrique ces derniers temps, pour la remise des passeports, étaient essentiellement dus au grand nombre de demandeurs

enregistrés en novembre et décembre 2014.

Autres nouvelles dispositions prises par le département de l'intérieur, est de ne plus faire obligation aux parents de présenter leurs enfants âgés de moins de 12 ans pour la demande ou le retrait du passeport.

Dorénavant, une seule photo sera suffisante. Aussi, l'invité du Forum a rassuré les citoyens sur la date limite du renouvellement des passeports qui ne sera plus le 24 novembre 2015. Tout demandeur sera ainsi satisfait au-delà de cette date.

Enfin, Mohamed Talbi a fait savoir qu'une moyenne allant de 22 000 à 25 000 passeports biométriques sont confectionnés par jour, et que depuis le lancement de ce service, 4,5 millions de documents de voyage biométriques ont été délivrés.

M. M.